



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER
SERVICE DE L'ACHAT, DE L'INNOVATION ET DE LA LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES
BUREAU DES ACHATS METIERS
75008 PARIS

RC N°25-001
SAILMI/SDASEM/BAM

RÈGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)

TUBE DE SÉCURITÉ MULTI-CALIBRES

Annexe 1 : Cadre de réponse technique
Annexe 2 : Dossier d'évaluation

Le présent document comprend 17 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 17.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CADRE JURIDIQUE.....	4
ARTICLE 3. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4. FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 6. ÉTENDUE ET QUANTITES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 7. VARIANTES	5
ARTICLE 8. ÉLÉMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR ETABLIR UNE OFFRE	5
ARTICLE 9. ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 10. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET MODE DE REGLEMENT	6
10.1. Forme et modalités d'établissement des prix.....	6
10.2. Mode de règlement.....	7
ARTICLE 11. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE.....	7
11.1. Pièces à fournir au titre de la candidature.....	7
11.1.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)	7
11.1.2. CANDIDATURE HORS DUME.....	7
11.2. Examen des candidatures	8
11.3. Candidature d'un groupement d'opérateurs économiques.....	8
11.4. Précisions sur la sous-traitance et le recours aux capacités d'autres opérateurs économiques.....	9
ARTICLE 12. DISPOSITIONS RELATIVES A L'OFFRE	9
12.1. Pièces et échantillons à fournir au titre de l'offre	9
12.2. Délai de validité des offres	10
12.3. Examen des offres	10
12.4. Jugement des offres.....	11
12.4.1. CRITERE : PRIX (35%).....	11
12.4.2. CRITERE : VALEUR TECHNIQUE (65 %)	12
12.4.3. NOTE FINALE (100%).....	13
12.5. Conditions de remise des offres	13
12.5.1. DEPOT D'UNE OFFRE ELECTRONIQUE	13
12.5.2. COPIE DE SAUVEGARDE	14
12.5.3. ANTIVIRUS	15
12.5.4. DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES OFFRES	15
12.6. Conditions de remise des échantillons.....	15
ARTICLE 13. CONSERVATION DES PLIS ET DES ECHANTILLONS	16
13.1. Gestion des plis	16
13.2. Gestion et restitution des échantillons.....	16

ARTICLE 14. ATTRIBUTION	16
14.1. Classement final des offres.....	16
14.2. Attribution finale de l'accord-cadre.....	16
ARTICLE 15.ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	17

Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de tubes de sécurité multi-calibres (TSMC) destinés au Ministère de l'Intérieur, au Ministère de l'Economie ainsi qu'au Ministère des Armées pour l'ensemble des personnels ayant besoin de manipuler des armes légères individuelles.

Le tube de sécurité multi-calibres est mis à disposition des utilisateurs dans les locaux de service, permanents ou temporaires, ou à bord de véhicules de tous types – terrestres et nautiques. Il est utilisé seul ou à l'aide de son support.

Il permet d'effectuer en sécurité les manipulations des armes légères individuelles en service, lors des phases de mise en service et de mise en sécurité.

Article 2. CADRE JURIDIQUE

La procédure est soumise au code de la commande publique.

La consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE, au BOAMP et sur le profil acheteur la plateforme des achats de l'État [(PLACE)] de la personne publique.

Article 3. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

L'objet de l'accord-cadre ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il ne fait pas l'objet d'un allotissement conformément aux dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

L'accord-cadre se décompose comme suit :

- Poste A : Tube de sécurité multi-calibres
- Poste B : Support du tube de sécurité multi-calibres
- Poste C : Kit de maintenance TSMC

Article 4. FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-9 du code de la commande publique.

Le titulaire s'engage à accepter la conclusion de tout marché subséquent conforme aux conditions de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents fixent les conditions d'exécution des prestations. Ils sont exécutés au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Article 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux années à compter de sa date de notification. Il est reconductible deux fois de manière tacite par période d'un an supplémentaire, sa durée maximale ne pouvant dépasser quatre (4) ans à compter de la date de sa notification.

La décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans toutefois que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 6. ÉTENDUE ET QUANTITES DE L'ACCORD-CADRE

1- À titre indicatif, les quantités estimatives pour la durée de l'accord-cadre sont de l'ordre de :

Poste	Ministère de l'Intérieur	Ministère de l'Economie	Ministère des Armées	Total
Poste A	1300	160	1000	2460
Poste B	1300	160	1000	2460
Poste C	15	5	100	120

Ces quantités ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

2- Le montant maximal hors taxes de l'accord-cadre pour la durée contractuelle de 4 ans est de :

	Ministère de l'Intérieur	Ministère de l'Economie	Ministère des Armées	Total
Marché subséquent	3 900 000 €	480 000 €	3 000 000 €	7 380 000 €

Article 7. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 8. ÉLÉMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR ETABLIR UNE OFFRE

Outre le présent règlement de la consultation, les documents à prendre en compte par le candidat pour établir son offre sont les suivants :

- L'annexe financière à l'acte d'engagement relative aux prix ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

- Les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation ;
- L'avis d'appel public à la concurrence.

Les candidats ont à produire un dossier complet. Le dossier de consultation est fourni gratuitement par la personne publique.

Les candidats prennent en charge tous les frais consécutifs (droits de douane inclus) au dépôt de l'offre.

Tous les documents administratifs et techniques obligatoires présentés doivent être rédigés en langue française. Les autres documents, en langue étrangère, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Article 9. ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et de tous les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Article 10. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET MODE DE REGLEMENT

10.1. Forme et modalités d'établissement des prix

Les prix sont :

- Libellés en euros ;
- Unitaires HT public ;
- Unitaires HT remisés ;
- Unitaires TTC remisés (le taux de TVA est indiqué à part dans la colonne TVA du BPU) ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Ils sont éventuellement remisés par rapport au barème public du titulaire. Le taux de remise consenti est le même pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.2.1 du CCAG/FCS, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande.

Les prix comprennent :

- Les fournitures ;
- Le conditionnement et l'emballage ;
- La livraison (assurance, transport et déchargement à destination compris) ;
- Toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- Les taxes fiscales ;
- Plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier.

Les propositions de prix font apparaître :

- La référence produit ;
- Le prix unitaire public hors taxes ;
- Le taux de remise ;
- Le prix unitaire remisé hors taxes ;
- Le taux de TVA ;
- Le prix unitaire remisé TTC à deux chiffres maximum après la virgule.

10.2. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement direct au compte ouvert au nom du titulaire, avec paiement sous trente jours.

Article 11. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE

11.1. Pièces à fournir au titre de la candidature

11.1.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Le DUME devra être complété et signé par une personne habilitée à engager l'opérateur économique.

11.1.2. CANDIDATURE HORS DUME

Les documents à fournir sont les suivants :

1- **La lettre de candidature** – imprimé DC1 ou équivalent.

2- **Une déclaration sur l'honneur du candidat**, signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique, au sens de l'article L2142-1 du code de la commande publique, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 dudit code, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Le document « lettre de candidature », imprimé DC1 joint, peut-être utilisé ;

3- Afin d'apprécier les capacités économiques et financières du candidat : **une déclaration concernant le chiffre d'affaires hors taxes global et dans le domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles.**

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut-être utilisé.

Les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

4- Afin d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat: **une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des fournitures et/ou services.**

Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

À défaut de références, le candidat est autorisé à présenter tout moyen de preuve de sa capacité technique et professionnelle qu'il juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre.

Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'administration peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Des justificatifs peuvent être demandés au candidat, à tout moment de la procédure, avant l'attribution de l'accord-cadre.

11.2. Examen des candidatures

Conformément à l'article R. 2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

En application de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats sera effectuée au plus tard avant l'attribution du marché à l'attributaire pressenti.

Conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

Dans ce cas, en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

11.3. Candidature d'un groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire au sens de l'article R.2142-20 du code la commande publique.

Au sens de l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, un opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il représente l'ensemble de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne des prestations des membres du groupement.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise pour exécuter l'accord-cadre.

11.4. Précisions sur la sous-traitance et le recours aux capacités d'autres opérateurs économiques

Les dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique s'appliquent.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Article 12. DISPOSITIONS RELATIVES A L'OFFRE

12.1. Pièces et échantillons à fournir au titre de l'offre

Doivent être impérativement fournis au titre de l'offre du candidat :

1- Le bordereau de prix unitaire dûment renseigné. **La trame de l'annexe financière ne peut être modifiée.**

Ce document sera, lors de la conclusion du contrat, annexé à l'acte d'engagement.

2- Le descriptif technique détaillé des fournitures permettant, à la fois de vérifier la conformité, et d'évaluer la qualité de l'offre par rapport au CCTP. Les candidats sont invités à fournir des

renseignements explicites et des justificatifs techniques, qui permettent de juger au mieux de la qualité de leur offre.

3- Les échantillons attendus.

Les échantillons attendus sont :

- 3 échantillons du tube de sécurité multi-calibres (poste A)
- 1 un échantillon du support du tube de sécurité multi-calibres (poste B)
- 2 échantillons de kit de maintenance (poste C)

Il n'est pas prévu d'indemnisation pour les échantillons déposés.

12.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 8 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, la personne publique peut demander, par écrit, aux candidats de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation unanime, notifiée par écrit à la personne publique, les candidats sont engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

12.3. Examen des offres

Il existe deux types d'exigences techniques :

- Les exigences impératives (I) : leur non-respect entraîne l'élimination de l'offre ;
- Les exigences souhaitables (S) : la performance demandée donne lieu à l'évaluation.

En ce sens, les offres jugées inappropriées, ou inacceptables seront écartées et ne feront pas l'objet d'une notation.

S'agissant des offres irrégulières, conformément aux dispositions de l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, l'administration peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Conformément à l'article R. 2161-5, l'administration peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

La conformité des offres sera examinée au regard des documents fournis par les candidats, des échantillons et des spécifications listées au CCTP.

L'administration se réserve le droit de réaliser des tests sur les échantillons réceptionnés. Seules les offres déclarées conformes seront par la suite évaluées au vu des documents et des échantillons fournis par les candidats.

Conformément à l'article 2.1 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le tube de sécurité multi-calibres (TSMC) doit pouvoir être utilisé avec les armes de service listées ci-dessous :

Pistolets calibre 9x19 :

- Sig Sauer SP 2022, modèle européen ou américain, avec et sans module lampe-laser Streamlight TLR-2S ;
- Glock 17 gen 3 et 5 (Armées), avec et sans module lampe-laser Streamlight TLR-2S ;
- Glock 19 gen 3 et 5, avec et sans module lampe-laser Streamlight TLR-2S ;

- Glock 26 gen 3 et 5 ;
- MAS G1S.

Pistolets-mitrailleurs calibre 9x19 :

- HK MP5A5F, HK UMP, B&T MP9.

Fusils d'assaut calibre 5,56x45 :

- FAMAS F1, HK G36 C, HK G36 K, HK 416-FS, HK 416-FC.

Fusils calibre 7,62x51 :

- HK 417 16'', FNH SCAR HPR.

Fusils calibre 12 :

- Benelli M4A1, Browning BPS, Remington 870 (avec rallonge de tube magasin), Kel-Tec KSG.

12.4. Jugement des offres

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera, pour les offres techniquement conformes, en application de l'article R. 2152-7 du code de la commande publique et des critères suivants pondérés en fonction de leur importance :

Critères	Pondération
Critère prix	35 %
Critère valeur technique	65%

12.4.1. CRITERE : PRIX (35%)

La note relative au critère prix (Nprix) est attribuée en deux temps :

- Dans un premier temps, il est calculé le prix global (**PG**) de chaque offre selon les dispositions suivantes :

$$PG = 2460 PA + 2460 PB + 120 PC$$

PA est le prix unitaire remisé TTC d'un TSMC ;

PB est le prix unitaire remisé TTC d'un support TSMC ;

PC est le prix unitaire remisé TTC d'un kit de maintenance.

- La note de chacune des offres est ensuite calculée par comparaison de prix :

$$Note\ Prix = (PG\ le\ plus\ bas / PG\ de\ l'offre\ examinée) \times 35$$

De cette façon, l'offre financière la mieux cotée reçoit la note maximale au critère de prix (35 points). La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montant.

12.4.2. CRITERE : VALEUR TECHNIQUE (65 %)

La note de la valeur technique de chaque offre est attribuée en deux temps :

- 1- Dans un premier temps, l'évaluation de la valeur technique notée **EVT** correspond à la somme des points obtenus lors de l'évaluation des sous critères spécifiés à l'annexe 2 intitulée « Dossier d'évaluation » du règlement de consultation (RC) et repris dans le tableau ci-après :

Critère valeur technique, évalué sur 150 points		
Sous critère	Points	Précisions
<u>Sous-critère 1</u> : Encombrement	10	<p>Le volume d'échantillon des tubes de sécurité multi-calibres est mesuré sans support (longueur x largeur x hauteur).</p> <p>Le volume le plus bas obtient 10 points et sert de volume de référence.</p>
<u>Sous-critère 2</u> : Masse	30	<p>L'échantillon des tubes de sécurité multi-calibres est pesé sans support.</p> <p>La masse la plus basse obtient 30 points et sert de masse de référence.</p>
<u>Sous-critère 3</u> : Déformation sur tirs non conformes	56	<p>Le tube de sécurité multi-calibres doit être en mesure de résister à 4 tirs réalisés sur 4 endroits différents sans subir de perforation (exigence impérative), sous peine d'élimination.</p> <p>Si aucune perforation n'est constatée, il passe à l'étape suivante sur laquelle l'offre du candidat sera évaluée (exigence souhaitable), où 4 nouveaux tirs seront effectués aux 4 mêmes endroits.</p> <p>Si aucune perforation n'est observée après ces 8 tirs, l'offre du candidat recevra une note de 56 points. En revanche, si une perforation est détectée lors des 4 nouveaux tirs, l'offre du candidat obtiendra 0 point.</p> <p>Toute note « 0 » entraîne l'élimination de l'offre.</p>
<u>Sous-critère 4</u> : Facilité de reconditionnement	10	<p>La facilité de reconditionnement est évaluée :</p> <ul style="list-style-type: none">- 10 points si le reconditionnement ne pose aucun problème ;- 5 points sur le reconditionnement ne pose qu'un ou des problèmes mineurs ;- 0 point sur le reconditionnement pose un ou plusieurs problèmes majeurs. <p>Toute note « 0 » entraîne l'élimination.</p>

<u>Sous-critère 5: Ergonomie</u>	44	<p>Elle consiste à vérifier que les manipulations de mise en service et de mise en sécurité sont réalisables avec toutes les armes portatives individuelles en service (liste figurant au point 2.1 du CCTP).</p> <p>Pour chaque arme, la note attribuée est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 points si la mise en œuvre ne pose aucun problème ; - 1 point si la mise en œuvre ne pose qu'un ou des problèmes mineurs ; - 0 point si la mise en œuvre pose un ou plusieurs problèmes majeurs. <p>Toute note « 0 » au test d'ergonomie entraîne l'élimination de l'offre.</p>
Total Evaluation Valeur Technique	150	

- 2- La note de la valeur technique de chaque offre notée **NVT** est ensuite obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{NVT} = (\text{EVT de l'offre examinée} / \text{EVT la plus élevée}) \times 65$$

De cette façon, l'offre technique ayant obtenu le plus de points lors de l'évaluation de la valeur technique obtiendra la note maximale pour la notation du critère « valeur technique », en l'occurrence 65 points.

La notation des autres offres sera proportionnelle aux écarts de points.

12.4.3. NOTE FINALE (100%)

La note finale de l'offre du candidat, notée N_{finale} , sera calculée par addition des notes relatives au prix et à la valeur technique :

$$N_{\text{finale}} = N_{\text{prix}} + N_{\text{VT}}$$

12.5. Conditions de remise des offres

Les candidats prennent en charge tous les frais consécutifs au dépôt de l'offre.

12.5.1. DEPOT D'UNE OFFRE ELECTRONIQUE

Les offres sont transmises exclusivement par voie électronique, via la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques », accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide », puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et documents html.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- * Formats exécutables : .exe, .com, .scr, etc. ;
- * Macros ;
- * ActiveX, Applets, scripts, etc.

12.5.2. COPIE DE SAUVEGARDE

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent, conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du code de la commande publique, et s'ils le souhaitent, faire parvenir au pouvoir adjudicateur, dans le délai prévu pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique.

Cette copie est adressée :

- Soit par **courrier recommandé avec demande d'avis de réception** postal à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

- Soit par **transporteur/livreur** dans des conditions permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et sa confidentialité à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Immeuble Garance
18 rue des Pyrénées
75020 Paris

Dans les deux hypothèses, les plis comportent les mentions suivantes :

- « Appel d'offres de tube de sécurité multi-calibres »
- « Copie de sauvegarde »
- la raison sociale du candidat
- « Ne pas ouvrir par le service courrier »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ;

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

12.5.3. ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Dans l'hypothèse où une copie de sauvegarde a été remise, cette copie de sauvegarde est ouverte si un programme informatique malveillant a été détecté.

12.5.4. DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES OFFRES

Les plis électroniques, les éventuelles copies de sauvegarde et les échantillons devront être remis avant le :

5 mars 2025 à 12h00

Les envois sont effectués aux frais et risques du candidat. Ce dernier est seul responsable du moyen d'acheminement choisi et du respect des délais de remise des plis.

12.6. Conditions de remise des échantillons

La remise des échantillons doit avoir lieu au plus tard le jour de la date limite de remise des offres et à l'heure limite indiquée à l'article 12.5.4 « Date et heure limites de dépôt des offres » du présent règlement de consultation.

Les offres des soumissionnaires n'ayant pas fourni d'échantillons ne sont pas analysées.

Tous les emballages des échantillons doivent être cachetés afin de préserver leur confidentialité et porter obligatoirement les mentions suivantes :

– Échantillons AOO « Tube de sécurité multi-calibres »
– La raison sociale du candidat
– « NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER ».

En revanche, une fois déballés, les échantillons doivent permettre d'identifier le soumissionnaire.

Les échantillons doivent être déposés :

◆ Par **porteur/livreur** à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Magasin central de la Police
168 rue de Versailles
78150, LE CHESNAY

Ils sont accompagnés d'un bordereau de livraison mentionnant le nom du candidat et l'objet de l'appel d'offres, ainsi qu'une fiche de dépôt des échantillons. Ils sont livrés franco de port et gratuitement.

Lors du dépôt, à l'accueil, il faudra joindre :

Contact 1 : M. Julien HERNANDEZ

Tél : 01.39.66.17.06

Contact 2 : M. Maxime BAZATTE

Tél : 01.39.66.21.38

Article 13. CONSERVATION DES PLIS ET DES ECHANTILLONS

13.1. Gestion des plis

Tout pli qui parvient au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt est considéré comme hors délai. Il est enregistré et non ouvert. Ce pli est conservé par l'administration. Il ne peut plus être retiré et demeure la propriété de la personne publique.

13.2. Gestion et restitution des échantillons

Les échantillons de l'offre du titulaire seront conservés par l'Administration et serviront notamment de contretypage.

Les candidats dont l'offre aura été rejetée ou dont les échantillons sont rattachés à un pli arrivé hors délai pourront récupérer leurs échantillons non détruits dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet qui leur sera adressée.

Pour ce faire, les candidats feront connaître leurs intentions par courriel à l'adresse suivante :

sailmi-achats-securite-interieure@interieur.gouv.fr

Les frais éventuellement engagés dans les opérations de restitution des échantillons demeurent à la charge exclusive du candidat.

Il n'est pas prévu d'indemnisation en cas de détérioration éventuelle des échantillons lors des divers tests.

Article 14. ATTRIBUTION

14.1. Classement final des offres

Les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant, en fonction de la note finale obtenue. L'offre la mieux classée (celle qui obtient la note finale la plus élevée) sera retenue sous réserve des dispositions de l'article suivant.

14.2. Attribution finale de l'accord-cadre

L'administration demandera au soumissionnaire classé premier, conformément aux dispositions de l'article R.2144-4 du code de la commande publique, de justifier qu'il n'entre pas dans un cas

d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'administration peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à celui-ci soit gratuit.

Le soumissionnaire sera invité, dans le même temps, à déposer l'acte d'engagement – ATTR11 ainsi qu'un relevé d'identité bancaire (RIB), ainsi que les documents justificatifs et autres moyens de preuve, dans les conditions fixées aux articles R. 2143-7 à R. 2143-12 du code de la commande publique.

Si le soumissionnaire ne peut produire les justificatifs, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la demande de l'Administration, son offre sera rejetée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur présente alors la même demande au soumissionnaire le mieux classé et initialement non retenu.

Dès qu'il a fait son choix, et avant la conclusion de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur avise, par écrit, tous les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres.

Article 15. ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les questions éventuelles des soumissionnaires seront exclusivement adressées au bureau des achats métiers via la PLACE.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques six jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dix jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront envoyées via la PLACE.

Dès lors que la réponse peut apporter une connaissance spécifique ou un avantage à un soumissionnaire pour la compréhension du projet, l'ensemble des soumissionnaires en sera informé.

Il est, en outre, précisé que les renseignements ne pourront être demandés et obtenus uniquement dans le cadre prévu par le présent règlement de la consultation et dans le respect de la stricte égalité entre les différents soumissionnaires.